

SE DÉFENDRE ET COMBATTRE LA DÉFERLANTE DE RACISME ANTI-ARABE ET ANTI-MUSULMAN

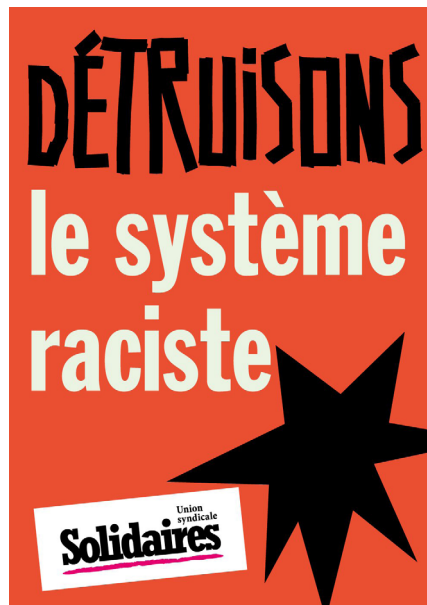
Samedi 25 novembre, un groupe d'extrême-droite a organisé une tentative « d'expédition punitive » raciste à Romans-sur-Isère en criant des slogans comme « Islam hors d'Europe », « La France aux Français ». Ils ont attaqué le quartier de la Monnaie, avec l'intention affichée d'aller frapper des personnes supposées être d'origine maghrébine, instrumentalisant la mort de Thomas à Crépol la semaine dernière. Les participants à cette attaque sont présentés dans de nombreux médias comme des « militants » renvoyant les idées d'extrême droite à une opinion comme une autre. Ce n'est pas un événement isolé.

Dans la plupart des médias de masse, de manière quotidienne, les propos racistes, les amalgames stigmatisants, les violences verbales se banalisent et se multiplient contre les personnes cataloguées comme *arabes* ou *musulmanes*. Jusque dans les écoles, des enfants sont suspectés, signalés, réprimés, sous des motifs fallacieux ce qui dans la plupart des cas n'appelle que des approches éducatives.

La situation internationale est aussi instrumentalisée pour amplifier cette rhétorique : des images de morts horribles de civils israéliens sont utilisées pour marquer du sceau de la barbarie toutes les « arabes » et « musulmanes », dans la continuité de l'imagerie coloniale.

Cette stigmatisation permanente est largement responsable du développement des actes et agressions racistes : injures, menaces, violences policières, agressions physiques, inscriptions dégradantes sur les lieux de culte, etc. Le gouvernement refuse de se donner les moyens de quantifier ces faits, et pour cause, il y participe de par certains discours.

Ce climat nauséabond est entretenu par l'extrême droite pour qui chaque crime ou délit est le fait d'étrangers ou d'immigrés. Et les nouvelles initiatives racistes de groupes d'extrême-droite dans plusieurs villes se multiplient de manière inquiétante.



Mais ce discours est également alimenté par les droites, – qu'on peine de plus en plus à distinguer de l'extrême droite – ce gouvernement, Darmanin et ses acolytes ne font pas illusion en condamnant ici ou là une scène particulièrement choquante. Toute leur politique et toute leur rhétorique nourrissent le racisme. On ne peut pas prétendre combattre le racisme en votant une énième loi sur l'asile et l'immigration xenophobe et répressif, en supprimant l'aide médicale d'État, en jetant un soupçon général contre toute une partie de la population, sous prétexte de lutter contre le terrorisme.

L'Union syndicale Solidaires :

→ **témoigne avec force sa solidarité avec l'ensemble des personnes qui**

subissent le racisme et ce qui va avec : l'oppression, la discrimination, la surexploitation et les violences.

→ **réaffirme sa détermination à combattre le racisme sous toutes ses formes, d'où qu'il vienne et quelles que soient ses cibles.**

→ **se mobilise avec Unie-es contre l'Immigration Jetable, pour une politique migratoire d'accueil et la Marche pour l'égalité le 3 décembre prochain «Pour l'égalité, pour la justice, contre le racisme et contre la Loi Darmanin».**

La lutte antiraciste ne se divise pas. Le combat pour l'égalité et l'émancipation est un combat de toutes pour toutes.

Solidaires contre le racisme

Lors de son dernier congrès, l'Union syndicale Solidaires a adopté une résolution contre le racisme dont voici un extrait :

- **Nous combattons le racisme sous toutes ses formes.**
- **Nous luttons contre l'antisémitisme inscrit dans l'histoire de la France et de l'Europe et toujours vif aujourd'hui.**
- **Nous combattons le racisme lié à l'histoire coloniale, à l'encontre des personnes africaines, arabes, asiatiques, antillaises, guyanaises, polynésiennes, kanaks ou réunionnaises, racisme qui touche les générations successives et qui a de lourdes conséquences sociales, répressives, discriminatoires au travail, dans l'accès au logement, aux services publics.**
- **Les populations ultramarines sont victimes de discriminations particulières dans les départements et régions d'Outre-mer dans l'accès aux services publics, sur les prix, les salaires (SMIC...), le développement économique.**
- **Nous dénonçons et combattons toute forme de discrimination liée aux croyances religieuses, notamment lorsqu'elles sont porteuses de pratiques racistes.**